

La situation économique

le gouvernement actuel voudrait bien instaurer ici. Alors, nous voilà, le pays le plus riche du monde, un pays qui pourrait être autosuffisant sur le plan énergétique. De quoi parlons-nous au juste, à 3 h 30 du matin? Nous parlons d'énergie.

Dans les pays que j'ai mentionnés, les gouvernements ne parlent pas d'énergie. Ils savent qu'ils ont une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Ils paient le prix et le répercutent ensuite sur les consommateurs, de sorte qu'en France, en Angleterre, bref dans toute l'Europe, on paie le gallon d'essence \$3, \$4 ou \$5. On paie le prix. Il n'y a pas de remède miracle. Pourtant, au Canada, on semble croire le contraire. Le premier ministre semble croire qu'il pourra se payer la tête de tous tant qu'il le voudra. Il a proposé quelque chose de légèrement différent que la mesure sévère que nous avons annoncée dans notre programme énergétique en février dernier. Il a caché ses véritables intentions. Par exemple, son programme établit quatre impôts ou taxes sur l'essence. Le premier ministre nous dit que nous économiserons ainsi quelque 4 milliards de dollars de plus que nous ne l'aurions fait avec le budget Crosbie. Cela n'a pas de sens. Le budget Crosbie prévoyait une hausse de 18c. Tous les Canadiens se souviennent de cette taxe d'accise de 18c. C'est ce qui a valu la défaite aux conservateurs: ils ont eu le courage d'annoncer qu'il y aurait une taxe de 18c. Le prix de vente de l'essence dans les stations-service a augmenté de 42 cents. Cette hausse a eu lieu avant que le gouvernement présente son budget.

Dans l'Ouest, nous sommes satisfaits du programme énergétique qui vise à prendre de l'argent aux riches pour le redonner aux pauvres. Ce programme s'inspire des principes du bon samaritain qui sont si chers aux néo-démocrates. C'est comme la bonne vieille doctrine de Churchill selon laquelle le défaut inhérent du capitalisme et de la libre entreprise, c'est l'inégalité dans la richesse, alors que le défaut inhérent du socialisme, c'est l'égalité dans la pauvreté. Tant que nous gelons tous, ce n'est pas si mal. Tant que nous sommes tous pauvres, ce n'est pas si mal. Tant que personne ne peut construire de maison, ce n'est pas si mal; nous pouvons tous bivouaquer dans des igloos.

Pour l'instant, les gens sont obsédés de déposséder les habitants de l'Ouest et de redistribuer leurs richesses à tout le pays. Il ne vient à l'idée de personne de se demander qui a créé ces richesses ni comment leur mise en valeur a pu avoir lieu. Mes collègues et moi-même de la Colombie-Britannique avons recueilli des milliers de noms sur des pétitions que nous avons apportées à la Chambre. Nous avons dit que la Colombie-Britannique et l'Alberta ne pouvaient pas accepter l'imposition d'une taxe d'accise. Les pontes sociaux de là-bas ont dit: Mon Dieu, les gens sont vraiment mécontents. Il vaudrait mieux ne pas adopter cette taxe d'accise. A 11 heures du matin, ils ont donc convoqué les journalistes ainsi que les critiques de l'énergie. Ils leur ont montré le budget et le programme énergétique. Ce jour-là on pouvait lire dans les journaux: Le gouvernement renonce à la taxe d'accise. Une chose est sûre, c'est que le ministre est entré ici à 8 heures le soir fatal, le soir où l'on a donné le coup de grâce, et qu'il a déclaré ceci: Il aurait fallu le faire, mais nous avons renoncé à la taxe d'accise. Par contre, nous avons imposé une taxe à la consommation. Cette taxe se montera à 30 cents par mille pieds cubes de gaz naturel. Pour

être justes, nous devons répercuter cette taxe à la consommation sur les Américains.

Monsieur l'Orateur, nous savons tous que nous sommes plus ou moins tributaires de la conjoncture sociale et économique américaine. Mais je ne savais pas, jusqu'au soir du dépôt du budget, que le gouvernement de notre pays pouvait taxer les consommateurs américains. Elle est nouvelle celle-là. Il y a d'autres taxes nouvelles dont on va saisir les tribunaux. Celle-ci était vraiment unique. La situation est pas mal confuse aux États-Unis, mais parce qu'ils sont dans une période de transition, ils ne s'en sont peut-être pas rendu compte. Les courriéristes parlementaires ont cru l'histoire mensongère qu'on leur a racontée. Ils étaient tous enfermés dans la gare et ils ont cru dur comme fer à cette mesure adroitement fallacieuse. Nous devons être un peu plus brillants.

Puis il y a la taxe de 8 p. 100 sur les recettes pétrolières qui est perçue sur les recettes brutes et qui ne vise, par exemple, ni les profits ni les investissements. C'est ainsi qu'Ottawa s'approprie 8c. sur chaque dollar. Il y a aussi le prélèvement de participation canadienne et la taxe de 80c. le baril imposée aux raffineries de pétrole. La redevance demeurera une inconnue jusqu'à ce que certaines choses se produisent. Les principes d'où procèdent les mesures énergétiques globales du gouvernement sont très louables. Elles visent à permettre aux Canadiens d'avoir davantage la haute main sur leurs ressources. Mais elles doivent faire l'objet d'une étude plus approfondie, car un contrôle canadien accru signifie pour nos honorables vis-à-vis un contrôle gouvernemental accru, et il y a là toute une différence.

● (0330)

Dans l'ouest du Canada, nous n'éprouvons aucune difficulté à la voir, car nous avons la société BCRIC que le gouvernement a implantée en Colombie-Britannique et par l'entremise de laquelle il se porte acquéreur de sociétés extractives ou bien lance de nouvelles entreprises. Elle a distribué des actions à tous les habitants de la province, actions que tous les Canadiens peuvent acheter à la bourse des valeurs.

Puis il y a l'histoire de Petro-Canada.

M. Kristiansen: Racontez nous cette histoire.

M. Oberle: Ils planent vraiment au-dessus des cîmes cette nuit mes excellents amis à ma gauche, eux qui ont la chance de voler sur l'aile gauche des anges. Puis il y a la version gouvernementale de Petro-Canada sur laquelle les particuliers n'exercent aucun contrôle. J'en ai eu plein le dos de la société BCRIC l'autre jour à cause de ses manigances. Elle a en effet acheté la société Kaiser Coal. Certains hommes politiques en avaient été prévenus, car ils se sont graissés dans l'assiette au beurre, comme nos honorables vis-à-vis le savent pertinemment. La valeur des actions a baissé de \$9 à \$6. Je n'aimais pas la façon dont la société était administrée. J'avais acheté en mon nom et en celui de mes enfants un certain nombre d'actions de la société BCRIC, parce que je m'étais imaginé que j'investissais de l'argent dans l'avenir du Canada et que nous pourrions grandir avec lui. Lorsque j'ai appris ce qui s'était produit, j'ai vendu toutes mes actions et je ne veux plus avoir affaire à cette société.